

Grèce : près d'un quart des crédits bancaires non remboursés

Près d'un quart des crédits bancaires n'étaient pas remboursés en Grèce fin 2012, en dépit de nombreux rééchelonnements, indiquait dimanche 24 février le directeur de la Banque Nationale de Grèce, numéro un du secteur, au quotidien libéral Kathimerini.

« Sur le total des banques, le taux de crédits non honorés était d'environ 23 % fin 2012, et ce taux augmente, même si c'est à un rythme moins rapide », relevait Alexandre Tourkolias. « *La situation serait pire si les banques ne restaient pas au côté de leurs clients* » et n'avaient procédé « *à des règlements sur quelque 800.000 prêts pour une somme totale d'environ 20 milliards d'euros* ».

Le secteur bancaire, tout comme le gouvernement, affichent ces dernières semaines leur inquiétude face à la cessation de paiements informelle à laquelle recourent de nombreux Grecs, après trois ans d'une cure d'austérité qui a fait chuter les revenus et monter en flèche la taxation, tandis que le taux de chômage explosait à 27 %.

Le problème figure à l'agenda des discussions entre les autorités et les représentants de la troïka (UE-BCE-FMI) des bailleurs de fonds du pays, attendus d'ici début mars à Athènes pour une nouvelle vérification des efforts de redressement.

En 2012, selon les médias, les Grecs avaient notamment accumulé 1,2 milliard d'impayés auprès d'Electricité de Grèce, tandis que les services fiscaux comptabilisaient quelque 13 milliards d'euros non-perçus, dont seuls 8 milliards jugés encaissables.

Une étude de la Fédération des PME a récemment estimé que plus de la moitié des foyers grecs était menacée d'insolvabilité en 2013. Le ministre du Travail, Iannis Vroutsis, a, lui, chiffré à quelque 400.000 les foyers dont aucun membre ne travaille plus.

Dans l'immédiat, le gouvernement agite à la fois le bâton des saisies et la carotte du rééchelonnement de ces créances, tandis que l'opposition de gauche est en faveur de mesures généralisées d'effacement des dettes privées.